Créé personnellement pour: asbl Info-Handicap

RAPIDE ASCENSION

Lors de la cérémonie de la Fondation du mérite européen, le «jeune» président du Conseil de l'UE, Herman Van Rompuy, décoré du collier du Mérite, a ironisé sur la rapidité de cette reconnaissance, jugeant qu'«*en ces temps une semaine de travail semble bien plus longue*». «*C'est le seul argument que je vois*», a-t-il poursuivi, glissant qu'on «*peut recevoir le prix Nobel en début de mandat*», et qu'il n'avait pas de raison de refuser.

LE LSAP POURSUIT ANN WAGNER

L'ancien ambassadeur américain au Luxembourg, Ann Wagner, brigue la présidence du Comité national républicain. Ses raisons? «*J'étais rentrée d'Europe depuis à peine plus de quelques mois que j'avais le sentiment que le socialisme m'avait poursuivie*», a-t-elle expliqué au site FrumForum. Le Luxembourg «*est le pays qui a le plus d'étoiles Michelin par habitant*, note un lecteur. *Pas mal comme job!*» Une autre définition du socialisme ?

CONTOURNER LE PROBLÈME

Qui veut créer une banque de données personnelles au Luxembourg doit le signaler à la Commission nationale pour la protection des données (CNPD). Pour l'unité assignée par l'ambassade américaine à photographier les passants, cela ne s'appliquerait pas car, nous dit-on, elle ne crée pas de banque de données au Grand-Duché. Si des données sont sauvegardées à l'étranger, la CNPD n'est pas responsable…

DIRECT

Invitation ministérielle

Alors que la journée internationale des personnes handicapées se tient le 3 décembre, la ministre de la Famille publie une lettre ouverte. Marie-Josée Jacobs y invite les personnes en situation de handicap à participer à la mise en pratique de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, sur le point d'être ratifiée. Les personnes intéressées sont conviées à contacter le 2478-66529 ou envoyer un mail à sandy.zoller@fm.etat.lu

Droits et handicap

Dans le cadre de la journée internationale des personnes handicapées toujours, l'OGB-L s'apprête à remettre une pétition à la Chambre des députés. Le syndicat exige la transposition intégrale de la réglementation européenne pour assurer l'accessibilité des chemins de fer pour tous, soulignant que le Luxembourg accorde aux CFL une dérogation pour les articles les plus importants, notamment en matière d'accompagnement ou de droit aux transports.

Deux vitesses

La Chambre des salariés vient de rejeter le projet de règlement grand-ducal modifiant les modalités du système de contrôle technique, la CSL estimant que la hausse des coûts de 15% prévue n'est pas justifiée par l'embauche de personnel et l'extension des services, d'autant qu'elle relève que les marges de la société sont inconnues. La CSL dénonce par ailleurs la mise en place d'un tarif supplémentaire de 5 euros pour un passage rapide garanti, soit un service à deux vitesses contraire au service public.

Clics contre violences

Le ministère de l'Égalité des chances vient de mettre en ligne un site intitulé www.violence.lu. Une plate-forme qui aborde tant la violence générale que violence domestique et permet l'accès à des statistiques, donne un aperçu des cadres juridiques, des mécanismes de la violence, des sujets d'opinion ou encore des services d'assistance et de prise en charge.

Muselés

L'association des professeurs de l'enseignement secondaire et supérieur s'oppose à l'avant-projet de règlement organisant les commissions nationales pour les programmes. L'APESS rejette la volonté de faire des présidents des commissions des représentants du ministre, le syndicat marquant aussi des réserves sur la qualité des organismes de monitoring, les indemnisations et décharges jugées insuffisantes…

Inflation scolaire

Trop d'école tue-t-il l'école?

Sésame pour l'emploi et gage de mobilité sociale, les diplômes et leurs bienfaits posent question.

SÉBASTIEN MEINBACH

Photo: Archives Editpress

Si l'obtention du bac et la poursuite d'études supérieures sont les objectifs de nombreux élèves, les diplômes, en proie à un phénomène d'inflation, perdent leur caractère de garantie pour l'emploi et la mobilité sociale

Alors que les politiques publiques poussent vers une hausse générale du niveau scolaire, oser mettre en doute un tel discours semble délicat. Invitée à débattre à Luxembourg par la Chambre des salariés, la sociologue française Marie Duru-Bellat, spécialiste des questions d'éducation, n'hésite pourtant pas à parler «d'inflation scolaire».
Et d'expliquer sans détour en quoi le fait d'élever sans cesse le niveau scolaire et de pousser toujours plus d'élèves à prolonger leurs études «*n'a pas eu les effets escomptés sur la mobilité sociale*».
Selon la sociologue, plusieurs raisons sont à la base du phénomène. Ainsi même si les diplômes gardent un rôle dans la mobilité, ceux-ci restent inégalement répartis, trois quarts des enfants de cadres obtenant le bac contre 30% des enfants d'ouvriers non-qualifiés, les études entreprises étant en outre différentes.
«*Il y a un renouvellement des inégalités, selon le type d'étude*», précise la spécialiste qui parle de «*démocratisation ségrégative*». «*Les grandes écoles sont plus fermées qu'il y a 30 ans et ceux qui en sortent trustent les emplois de cadre, le taux d'accès des universitaires à ces carrières étant inférieur d'un tiers*».
La multiplication du nombre de diplômes entraînerait aussi une baisse de leur valeur marchande et une plus forte concurrence entre jeunes qui accèdent de fait à des emplois moins élevés.

MÉRITE OU JUSTICE

«*Les spécialistes parlent de déclassement*, poursuit-elle. *Si l'école est un moyen relativement efficace pour accéder à un poste, elle ne peut en créer.*» Or, l'inflation pousse les jeunes «*dans un piège, car le rendement relatif des diplômes est toujours là, donc il faut être certifié coûte que coûte. Mais ça devient pervers quand le diplôme ne suffit pas*». D'autant que les réseaux sociaux jouent un rôle important en matière de mobilité sociale.
Les bienfaits globaux de l'inflation des diplômes sont aussi sujets à caution, notamment son impact sur la croissance économique. Quant à un bénéfice en soi pour la société, la spécialiste nuance, rappelant le coût de l'éducation et le recours nécessaire à des arbitrages. «*Vaut-il mieux que tous les enfants apprennent à lire ou doit-on investir dans le supérieur?*», s'interroge-t-elle. Et de mettre en doute la notion de méritocratie. «*La société hypertrophie la logique du mérite. Cela à l'air de dispenser l'État d'assurer une éducation égale dans le pays, "celui qui se débrouille y arrive et là ce sera mérité". Mais l'égalité des chances prônée est impossible à atteindre tant que les réalités, les conditions de vie, sont si inégales.*
L'école n'a pas seulement une fonction de sélection mais de formation […], et il faut remettre la notion d'égalité au centre. Car aujourd'hui la notion de mérite s'oppose à celle de justice.»

Au mérite

L'Union européenne se distingue

La Fondation du mérite européen vient de décorer cinq hautes personnalités. Le Grand-Duc en tête.

SÉBASTIEN MEINBACH

L'Union européenne s'était donné rendez-vous à Luxembourg ce 25 novembre à l'occasion des quarante ans de la Fondation du mérite européen.
Un anniversaire pour lequel la Fondation – qui œuvre en vue de «la réalisation d'une Union européenne à vocation humaniste» – avait mis les petits plats dans les grands en choisissant de distinguer les plus hautes figures de l'Union, présidents de l'Eurogroupe, du Parlement, de la Commission et du Conseil européens, de même que le Grand-Duché, en la personne de son monarque. «*Il me semble plus que jamais nécessaire de faire passer le message de l'Europe dans notre société qui est dans cet état d'attente inquiète et de contestation […]*» plaidait Jacques Santer, président du conseil d'administration de la fondation.

EUROPE UNIE

Et l'ancien président de la Commission, rappelant que «*l'Europe ne peut avoir de poids réel que si elle est forte et unie*», de justifier l'«*hommage soutenu*» aux représentants des institutions et du Luxembourg, en cette période de retour sensible des préoccupations nationales
En tête, le Grand-Duc Henri a été décoré du «grand collier du mérite européen», plus haute des distinctions créées à l'occasion. Médaille acceptée au nom du peuple luxembourgeois par le souverain, qui a encouragé la «*nouvelle génération à reprendre et porter plus loin le flambeau*».
Sur la tribune, le Premier ministre luxembourgeois et président de l'Eurogroup, Jean-Claude Juncker, le président du PE, Jerzy Buzek et ceux de la Commission et du Conseil de l'UE, José-Manuel Barroso et Herman Van Rompuy, décorés du «collier du mérite européen», ont aussi joué à l'unisson un plaidoyer pour l'Europe. «*L'UE ne doit pas avoir peur d'exporter ses valeurs*», José-Manuel Barroso égrainant les résultats atteints en quelques années. «*L'Union est la première puissance commerciale, nous avons mis en place une meilleure gouvernance économique,…*», a-t-il expliqué, appelant «*à lutter contre le défaitisme ambiant*».
Plus sévère, Herman Van Rompuy a appelé à une plus grande solidarité entre États, comme Jean-Claude Juncker, qui a rappelé qu'il fallait «*redonner leur amplitude originelle aux règles à la base du projet européen*». Tout en se disant conscient que tout ne peut être communautarisé, mais que «*la coopération devait primer en Europe*».